COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Les îles face au changement climatique

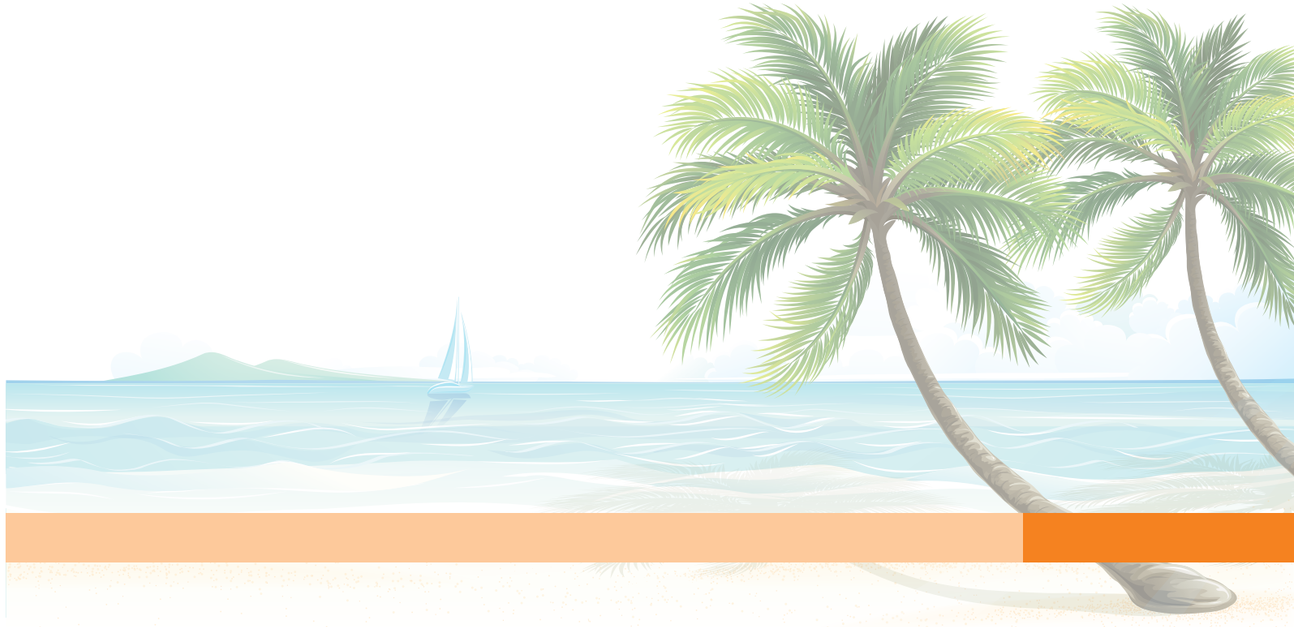
Comprendre pour agir



ISLANDS
Nos îles. Nos vies. Notre devenir.
Our lands. Our life. Our future.

Financé par
l'Union européenne

Les îles face au changement climatique
Comprendre pour agir



Réalisation de la publication : G.R.
Conception des infographies : G.R. et Sébastien Tahucatte (Seba Labs)
Illustrations : Sébastien Tahucatte(Seba Labs)

Cette publication a été réalisée suite à l'atelier de sensibilisation aux enjeux de développement des Petits Etats insulaires en développement et aux changements climatiques organisé par le SIDS AIMS Youth Hub (SYAH) en collaboration avec la Commission de l'océan Indien et l'appui de l'Union européenne.

Cette publication est un outil de sensibilisation destiné aux jeunes dans la perspective de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur le climat qui se tiendra à Paris à la fin du mois de novembre 2015.

Disclaimer :
La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne peut aucunement être considérée comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

SOMMAIRE

Sommaire 5
Etre acteur de son devenir 7
Rendez-vous avec notre destin 7
Les PEID 8
Un PEID, c'est quoi? 9
Le statut de PEID 10
De la Barbade a Samoa 10
Les PEID en chiffres 11
Le climat 13
Météo 13
Le GIEC 14
L'effet de serre 15
Le réchauffement climatique 16
Les impacts du réchauffement climatique 18
Le changement climatique, une dure réalité pour les PEID 19
Comment agir? Atténuation 20
Comment agir? Adaptation 21
C'est quoi une COP 22
COP 21 – La conférence sur les changements climatiques 23
Comprendre la COP 21 23
Jeunes des Iles , unissez-vous! 24
SYAH – Une ONG pour les jeunes par les jeunes 25
Think Green to act Green (Pense et agis écolo!) 26
Tap water revolution 27
Micro SYAH 28
Pour en savoir plus 30
La COI et son engagement 31
Projet ISLANDS 33
Les liens UVEDS 33
Message de la COI à Samoa 34
Bibliographie 36



James Alix Michel,
président de la République des Seychelles

Extrait du discours à la conférence des Nations unies sur le Petits Etats insulaires en développement

Samoa, 1er septembre 2014

“L’année 2015 doit marquer la fin des débats et de la rhétorique connue du changement climatique. Elle doit être l’année de l’action. Il est temps que nous considérions le changement climatique pour ce qu’il est réellement : un crime contre l’humanité dont nous sommes tous coupables et victimes à la fois. Le changement climatique compromet dès aujourd’hui le droit des nations insulaires à exister.



Nicolas Hulot
envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète

Propos tenus lors de la Première Conférence internationale sur le climat et l’Energie,

La Réunion, 23-26 juin 2014

“Nous sommes inégaux devant le dérèglement climatique. Les habitants des îles connaissent mieux que les continentaux les dangers que représentent les changements climatiques. Certains archipels en éprouvent déjà les premiers effets. Dans les îles, on a déjà pris conscience des limites physiques de la terre et des ressources, et on a commencé à prendre des dispositions. Derrière le destin des îles, c’est l’avenir de l’humanité qui se décide. Sans le savoir, nous sommes tous des îliens.

ETRE ACTEUR DE SON DEVENIR

Par Jean Claude de l’Estrac, Secrétaire général de la Commission de l’océan Indien

La réalité des faits est brutale: le monde est en crise. Il l’est sur plusieurs fronts, tous interdépendants : climatique, écologique, énergétique et économique. Nos îles de l’Indianocéanie sont parmi les premières victimes des chocs extérieurs qui en résultent: élévation des températures et du niveau des mers, catastrophes naturelles plus fréquentes et plus intenses, insécurité alimentaire et dépendance énergétique, érosion, destruction des écosystèmes…
S’arrêter à ce constat, ce serait faire preuve de fatalisme. A la Commission de l’océan Indien, nous nous y refusons car il est encore temps d’agir. Vite et ensemble.
Nos populations ont un rôle crucial à jouer. La jeunesse de nos îles, plus particulièrement, doit prendre les devants : elle doit dire ses espérances, ses craintes ; elle doit faire valoir ses propositions; elle doit être un acteur de son destin. Notre responsabilité est de l’écouter, de lui donner les clés nécessaires à la compréhension des défis mondiaux et de l’aider à s’engager activement.

C’est dans cet esprit que la Commission de l’océan Indien, avec l’appui de son projet ISLANDS financé par l’Union européenne, a soutenu dès sa création l’association SIDS Youth AIMS Hub (SYAH) qui réunit des jeunes promoteurs du développement durable soucieux du devenir de nos îles de l’Atlantique, de l’océan Indien et de la mer de Chine méridionale (AIMS).
Le 7 août 2015, plus de 150 jeunes ont répondu à l’invitation à participer à un atelier de sensibilisation aux enjeux du développement dans nos Petits Etats insulaires en développement (PEID) organisé par SYAH et la Commission de l’océan Indien avec l’appui de l’Union européenne. Cette rencontre a aussi permis de souligner l’importance de la prochaine Conférence des Nations unies sur le climat qui se tiendra à Paris à la fin de cette année. Les jeunes doivent y faire entendre leur voix. Ils sont les leaders de demain. Ils sont des éveilleurs de conscience.
Pour les aider à agir, la Commission de l’océan Indien publie ce livret qui explique les enjeux climatiques et les défis du développement qui s’imposent à nos pays. Il s’agit de comprendre, pour agir.
Jeunesse des îles, lève-toi !

RENDEZ-VOUS AVEC **NOTRE DESTIN**

Par Marjaana Sall, Ambassadeur, Chef de la Délégation de l’Union européenne

Ces dernières années, la communauté internationale a pleinement pris conscience d’une menace sans précédent pesant sur notre Terre: le dérèglement climatique. La planète que nous partageons, notamment son atmosphère et la stabilité de son climat, ne peuvent résister à l’usage que l’humanité en fait actuellement. Les effets préjudiciables du changement climatique se ressentent d’ores et déjà à travers le monde et frappent de plein fouet les Petits États Insulaires en Développement (PEID) qui sont livrés aux forces dévastatrices de phénomènes météorologiques extrêmes, aux dangers de la montée des eaux et de l’érosion des littoraux, ou encore au fléau du réchauffement des mers. Ces chocs sont autant d’obstacles qui obstruent la voie des PEID vers un développement durable.

Face à cette réalité, il n’est plus question de tergiverser. L’heure de l’action a sonné.

Une action mondiale ambitieuse est nécessaire. Je suis fière de dire que l’Union européenne (UE) est un partenaire privilégié des PEID et leur apporte une aide majeure dans leur lutte contre les conséquences néfastes du changement climatique. Notamment, avec des initiatives telles que :

– l’Alliance Mondiale contre le Changement Climatique (AMCC), dont la nouvelle phase dure jusqu’en 2020 avec une allocation de 370 millions d’euros.

– des programmes régionaux tels que ISLANDS (16,5 millions d’euros) et Biodiversité (15 millions d’euros) mis en œuvre par la Commission de l’océan Indien (COI).
Une action à l’échelle de nous tous, citoyens de ce monde, est primordiale.

Surtout, l’action de nos jeunesses est cruciale. L’UE soutient que les forces des générations futures seront capables, unies, de renverser les dynamiques les plus destructrices. Beaucoup d’entre vous ont répondu présent à l’atelier de sensibilisation aux enjeux du développement des PEID organisé par SYAH et la COI en août dernier avec l’appui de l’UE. Soyez ainsi nombreux à devenir acteurs et forgerons d’un avenir meilleur que nous souhaitons tous voir se concrétiser. Continuez sur le chemin de l’engagement. En décembre prochain à Paris, lors de la conférence des Nation Unies sur le climat, le monde a rendez-vous avec son destin. A cette occasion, jeunesses, faites-vous entendre et prenez le futur de cette planète entre vos mains!

Les PEID*



*Petits Etats Insulaires en Développement

UN PEID, C'EST QUOI ?

D'abord, c'est une île ou un ensemble d'îles de petite taille

Le relief y est généralement assez bas

La population des PEID est limitée

Les PEID disposent de peu de ressources naturelles

Les PEID sont éloignés des grands marchés mondiaux

L'énergie y coûte chère car il faut importer l'essentiel des ressources nécessaires

Ils sont très vulnérables aux chocs économiques et naturels

LE SAVIEZ VOUS?

0,03%

Les PEID contribuent à 0,03% des émissions de gaz à effet de serre. Et pourtant, ce sont eux les premières victimes de la montée des océans.

LE STATUT **DE PEID**

Il n'y a pas, pour le moment, de définition reconnue internationalement des Petits Etats Insulaires en Développement (PEID). Il faut dire que ce terme pose de nombreuses questions : est-ce qu'un pays, comme la Guinée Bissau, qui a une grande partie continentale et de nombreuses îles est un PEID ? Est-ce qu'une île de petite taille très développée économique, comme Singapour, est un PEID ? Est-ce que la grande surface de Madagascar est un critère suffisant pour lui refuser le statut de PEID alors que le pays fait face aux mêmes enjeux économiques, climatiques et naturels que de nombreuses petites îles en développement ?...

Parce que les experts ne sont pas tous d'accord sur ces questions, il n'y a pas de définition officiellement arrêtée et acceptée. Du coup, c'est aussi le nombre de PEID qui varie d'une organisation à l'autre (voir chiffres).
Cela dit, il y a quand même quelques caractéristiques qui permettent de comprendre ce qu'est un PEID.

LES PEID EN CHIFFRES

Pour le moment, il n'y a pas de liste définitive sur le nombre de PEID. Le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies répertorie 52 PEID alors que le Bureau du Haut représentant des Nations unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement enclavés et les PEID en compte 57.

De son côté l'Alliance internationale des Etats insulaires (AOSIS) en regroupe 39 auxquels s'ajoutent quatre observateurs. La Commission de l'océan Indien, quant à elle, a mené une étude avec la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) qui propose une liste de 29 pays insulaires. Cette étude prend en compte un certain nombre de critères environnementaux, économiques, sociaux, politiques ou encore infrastructurels pour définir les PEID sachant que la constante reste la vulnérabilité sur tous ces fronts. A la Conférence de Samoa sur les PEID en septembre 2014, la COI a plaidé pour la constitution d'une liste crédible et acceptée par tous sur la base de cette étude. L'élaboration de cette liste est importante parce qu'elle doit servir de base à une aide spécifique aux PEID.

39? **52?** 57? 29?

DE LA BARBADE À SAMOA

LES ÎLES PRENNENT PLACE SUR LA SCÈNE MONDIALE

Les îles en développement méritent une attention particulière. La communauté internationale l'a compris. Petit aperçu des grands rendez-vous qui ont permis aux PEID de se faire entendre et de mobiliser le monde pour les aider dans leur marche vers le développement durable.

1992

RIO

Sommet de la Terre
Pour la première fois, les PEID sont reconnus comme étant « un cas particulier du point de vue tant de l'environnement que du développement car ils sont écologiquement fragiles et vulnérables ».

1994

LA BARBADE

1ère conférence mondiale dédiée aux PEID
111 gouvernements et 80 ONG représentés
1 plan d'actions lié aux principales difficultés auxquelles les PEID sont confrontées, à savoir:
Les changements climatiques, Les catastrophes naturelles et écologiques, La gestion des déchets, Les ressources côtières et marines, L'eau douce, Les sols, L'énergie, Le tourisme, La diversité biologique, Les institutions nationales, Les institutions régionales et de coopération, Les transports et les communications, La science et les technologies, La valorisation des ressources humaines

2005

MAURICE

2ème conférence des Nations unies sur les PEID

1 stratégie pour améliorer la mise en œuvre du Plan d'action de La Barbade. 5 nouveaux axes identifiés: Commerce : mondialisation et libéralisation, Renforcement des capacités et éducation au développement durable, Production et consommation durables, Santé, Culture

2012

RIO

Sommet de la Terre« Rio+20 »
« Nous réaffirmons que les petits Etats insulaires en développement restent un cas à part en matière de développement durable en raison des handicaps auxquels ils se heurtent et qui leur sont propres, comme leur petite taille, leur isolement, l'insuffisance de leurs ressources et de leurs exportations ainsi que leur vulnérabilité face aux problèmes environnementaux qui se posent à l'échelle mondiale et aux chocs économiques externes, notamment face aux répercussions des changements climatiques et des catastrophes naturelles qui les touchent de façons plus fréquentes et plus intense. Nous constatons avec préoccupation que […] la situation économique de ces Etats a moins progressé que celle des autres groupes […]. La montée du niveau des mers et les autres conséquences préjudiciables du changement climatique continuent de menacer gravement ces États et de compromettre leurs efforts pour parvenir à un développement durable, et constituent pour beaucoup de ces pays lles principaux risques pesant sur leur survie et leur viabilité, notamment, pour certains, en raison de la perte de territoire qui en résulte […].
Nous demandons qu'une troisième conférence internationale consacrée aux Petits Etats Insulaires en Développement soit organisée en 2014. »
L'avenir que nous voulons.

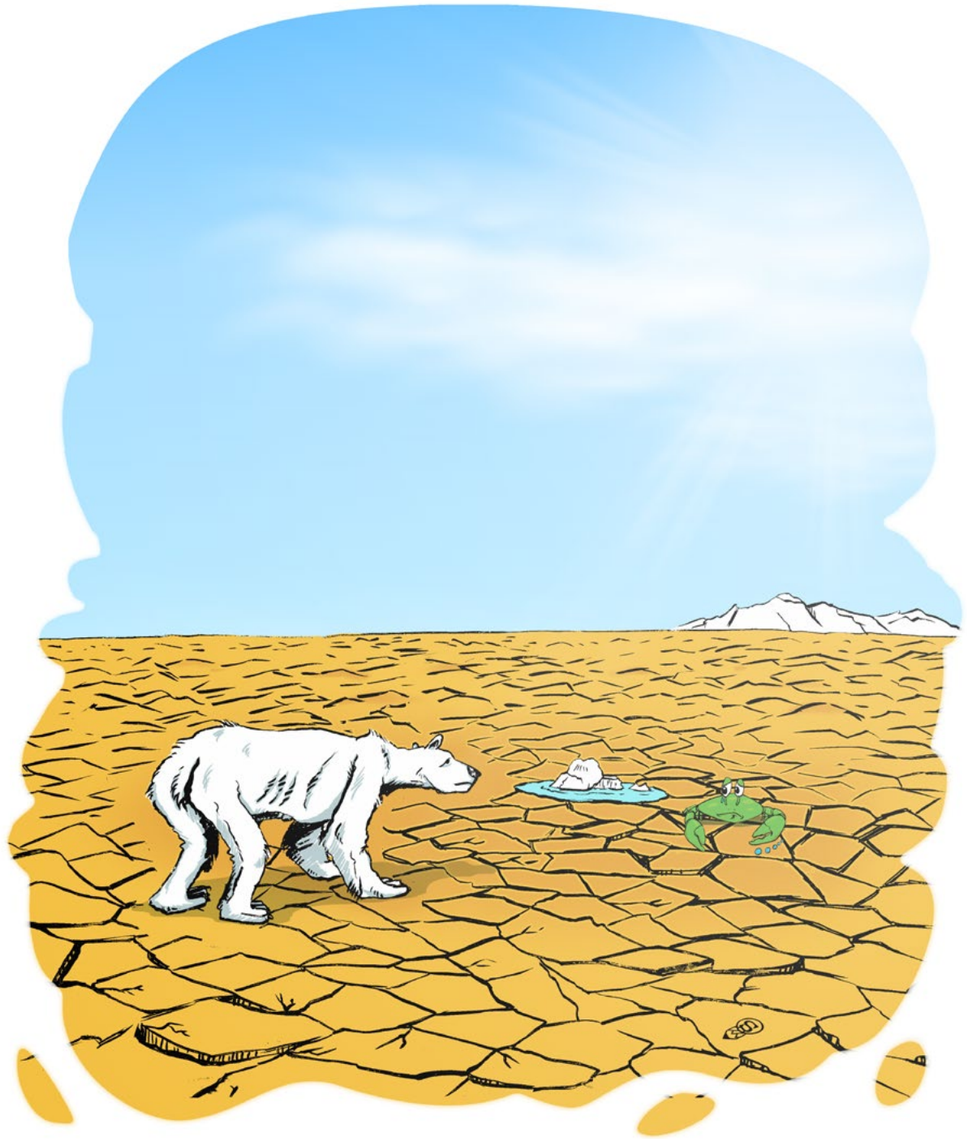
2014

SAMOA

3ème Conférence des Nations unies sur les PEID
75 partenariats « authentiques et durables » conclus
6 thèmes : Développement économique durable, Changements climatiques et gestion des risques de catastrophes, Développement social, santé et maladies non transmissibles, jeunes et femmes, Energie durable, Océans, mers et biodiversité, Eau et assainissement, sécurité alimentaire et gestion des déchets

Une déclaration finale, « la voie à suivre », qui met l'accent sur la nécessité de nouer des partenariats avec et pour les PEID.

Le Climat

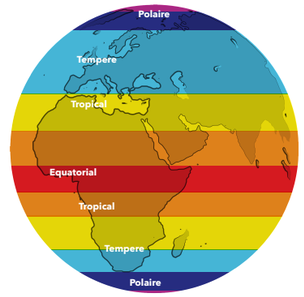


LE CLIMAT

Climat vient du grec « klima » qui veut dire inclinaison. Dans l'antiquité, les Grecs avaient observé que les conditions atmosphériques, l'ensoleillement et la flore changeaient en fonction de l'inclinaison des rayons du soleil. D'où le mot climat. Le climat s'étudie sur le temps long, très long même, à l'inverse de la météo. Le climat est conditionné par plusieurs éléments qui entrent tous en compte: la latitude (le positionnement d'un lieu sur la terre), l'altitude, l'éloignement ou la proximité de l'océan, la végétation, la rotation de la terre qui influe sur les saisons. Dans nos îles, le climat est tropical mais dépendant de la latitude, de l'altitude ou encore de la saison, il y a des différences assez marquées qui surgissent : dans un type de climat, il y a donc plusieurs sous-types de climat et même des microclimats qui concerne de toutes petites zones? comme un fond de vallée au milieu de très hautes montagnes.

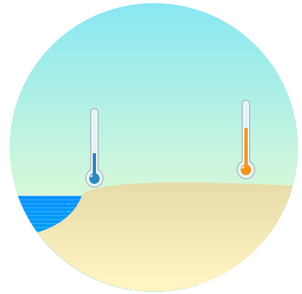


Végétation



Types de climat

Facteurs observés sur des décennies

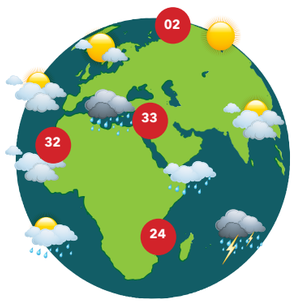


Proximité Océan



Altitude

LE CLIMAT ≠ LA MÉTÉO



LA MÉTÉO

La météo, ou météorologie de son nom complet, c'est l'étude du temps qu'il fait. Elle s'intéresse à l'ensoleillement, le vent, la pluie ou la neige sur une durée limitée (un jour, quelques jours, une semaine, au mieux un mois). La météo permet de comprendre le plus possible les phénomènes qui sont à l'origine du temps qu'il fait et elle aide à le prévoir. Pour prévoir la météo des prochains jours, les météorologistes prennent plein d'information : la pression de l'air qui permet de prévoir les dépressions et les anticyclones, la température, l'humidité de l'air, les précipitations, l'ensoleillement ou à l'inverse la présence de nuages, la vitesse et la direction du vent. Grâce aux satellites aujourd'hui, on peut de mieux en mieux prévoir le temps.

Conditions atmospheriques :

LE GIEC

Au niveau international, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a été créé en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).



Le GIEC rédige régulièrement des rapports d'évaluation afin d'exposer des scénarios d'évolution du climat, sous une forme interprétable par les décideurs politiques. Chaque rapport est soumis à un long processus d'approbation par la communauté scientifique et par les gouvernements.

Le GIEC met à contribution plus de 2500 experts et relecteurs originaires de plus de 130 pays

Le GIEC est organisé de manière à garantir la qualité et l'indépendance du travail scientifique. Il est composé de 3 groupes de travail spécialisés.

GROUPE 1
Aspects scientifiques de l'évolution du climat

GROUPE 2
Impacts du changement climatique, vulnérabilité des territoires et des sociétés, adaptation

GROUPE 3
Atténuation du changement climatique



C'est le montant des impacts du changement climatique par an d'ici 2100 selon les estimations du GIEC !



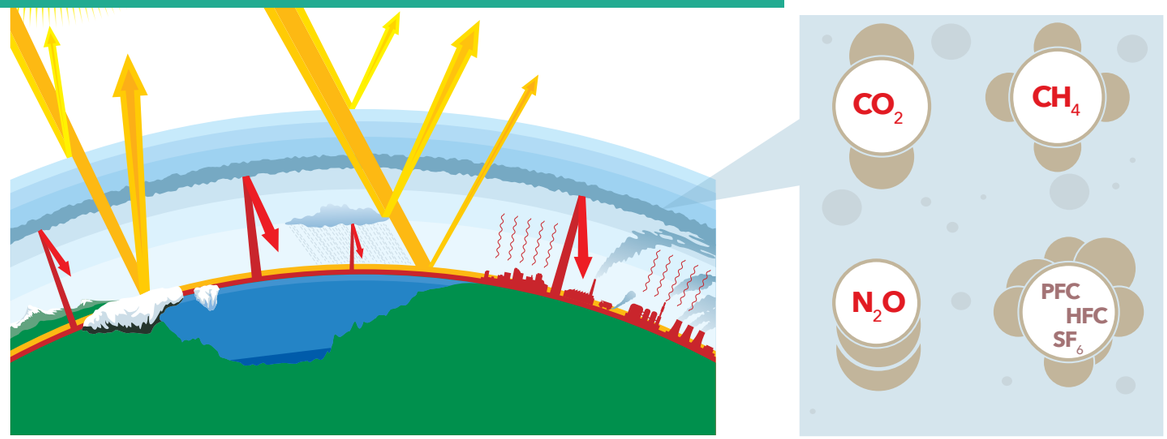
LE SAVIEZ VOUS?

13 AOÛT 2015

Cette date ne vous dit rien ? C'était le jour du dépassement ! A partir de cette date, l'humanité a consommé la totalité des ressources naturelles renouvelables que produit la planète en une année. C'est en 1970 que Mathis Wackernagel, fondateur de Global Footprint Network, a eu l'idée d'instaurer cette date symbolique de l'épuisement des ressources. Cette année-là, le jour du dépassement était le 23 décembre…

(Source : Global Footprint Network)

L'EFFET DE SERRE

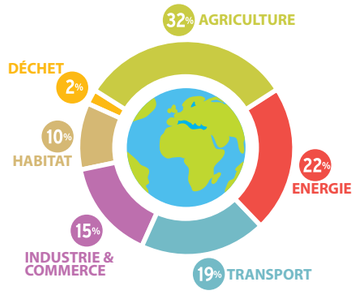


L'effet de serre est un phénomène naturel sans lequel la température moyenne planétaire serait de -18°C contre 15°C actuellement. Cependant, l'augmentation de 30% du gaz à effet de serre depuis une centaine d'années a provoqué un réchauffement de la surface terrestre. Du coup, c'est tout l'équilibre climatique qui est déstabilisé. Les combustibles fossiles, la déforestation, l'élevage bovin intensif, les industries sont, entre autres, les causes principales du déséquilibre climatique. C'est donc aussi notre façon de vivre (alimentation), de se déplacer (en voiture individuelle plutôt qu'en transport commun ou à vélo) ou encore de produire qui affecte le climat.
Certains des risques induits par le réchauffement planétaire sont :
- des phénomènes climatiques plus intenses et fréquents comme les pluies diluviennes ,
- un bouleversement des écosystèmes entraînant la disparition de plusieurs espèces de plantes et d'animaux, comme l'ours polaire,
- des crises au niveau global liées aux ressources alimentaires en raison des chutes de productions agricoles,
- des dangers sanitaires dont le dysfonctionnement des écosystèmes et transmissions de maladies,
- des inondations de zones côtières et de petites îles causés par l'augmentation du niveau de la mer.

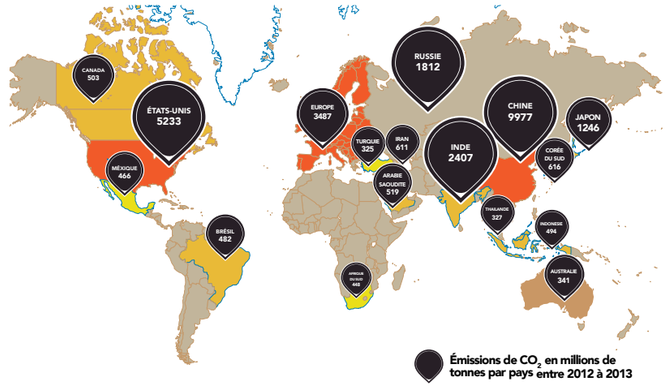
La COP21 qui aura lieu en France, doit aboutir à un nouvel accord international commun à tous les pays visant à maintenir le réchauffement mondial en deçà de 2°C. Outre les mesures internationales, nous pouvons déjà commencer à agir en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre au quotidien à travers les gestes comme éteindre les lumières en quittant une pièce, ne pas gaspiller l'eau et réduire l'usage du papier entre autres.

AU NIVEAU PLANETAIRE

ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PAR SECTEUR



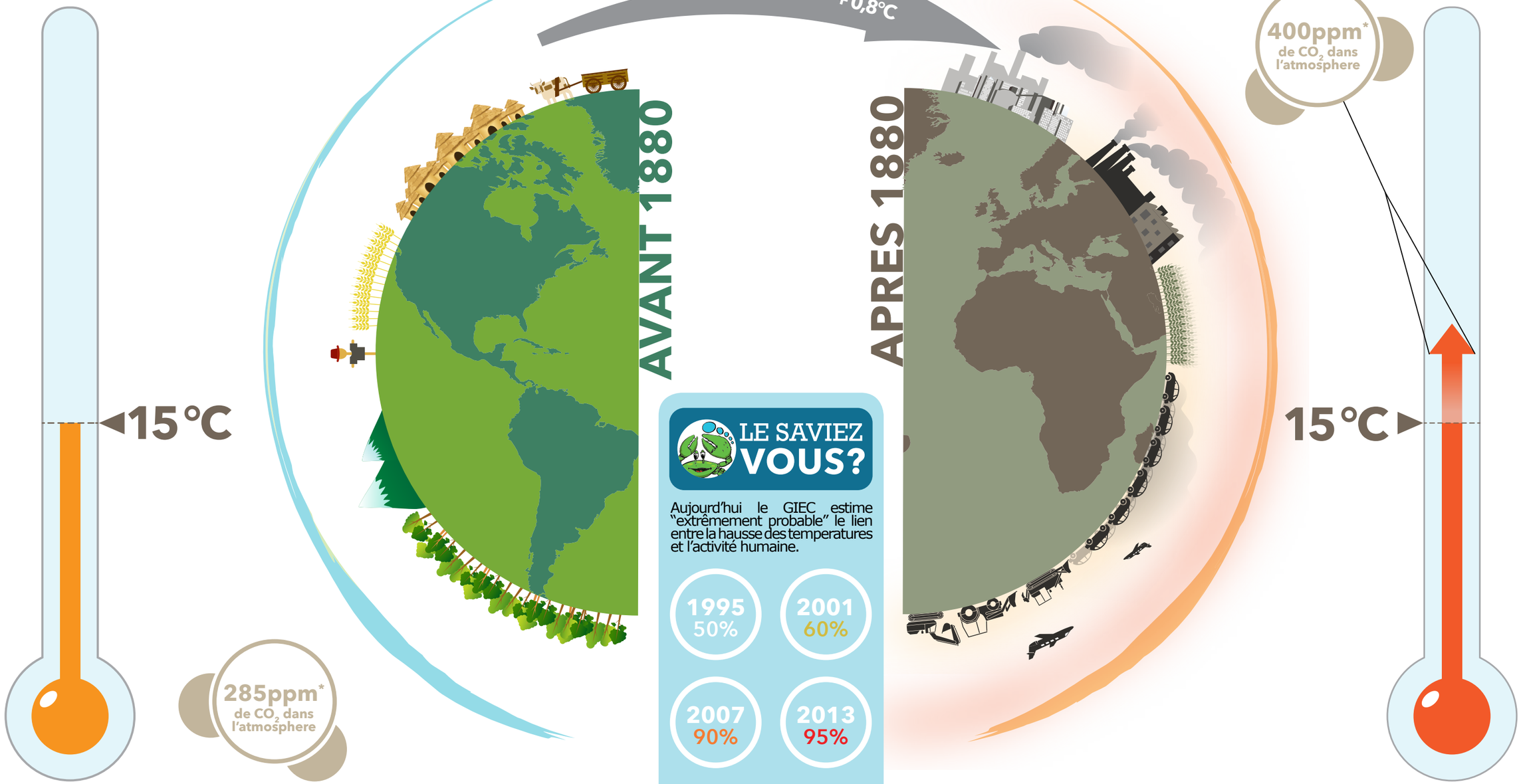
LES PRINCIPAUX POLLUEURS



LE RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Effet de serre naturel

Effet de serre aggravé



LE SAVIEZ VOUS?

Aujourd'hui le GIEC estime "extrêmement probable" le lien entre la hausse des temperatures et l'activité humaine.

1995 50%	2001 60%
2007 90%	2013 95%

*parties par million

LES IMPACTS
DU RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Fonte des calottes polaires -10% de la surface



Hausse du niveau des mers + 12 à 22cm



-5% à -22% des rendements de la culture de maïs et -10% à 17 % pour le blé



Acidification des oceans -30 % de Coraux



Recul de la biodiversite . 15% des espèces terrestres pourraient disparaitre



Diminution des quantités d'eau disponible. -20% si les temperatures atteignent 2°C et -50% si la hausse est de 4°C



Phénomènes météorologiques plus intenses et plus ferquents . Deux fois plus de cyclones d'intensité 4 et 5 entre 1970 et 2004

LE SAVIEZ VOUS?

Dans le scénario du pire, la banquise en Arctique pourrait avoir totalement fondu de **94%** en 2100!

Dans le meilieur des cas si on agit pour le climat, elle fondrait quand meme de **43%**

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
UNE DURE RÉALITÉ POUR LES PEID

Les ressources en eau

Dans les atolls et certaines petites îles, l'eau est rare. Elle est souvent concentrée dans une petite nappe fine sous-terraine très fragile. Une augmentation du niveau de la mer et une mauvaise utilisation des sols peut entraîner la dégradation de cette maigre ressource en eau.





La submersion

La montée du niveau de la mer risque d'entrainer la disparition de plusieurs îles. Dans l'océan Indien, les Maldives, les Chagos, certaines îles des Seychelles ou encore St Brandon sont les premières concernées. En 2009, le gouvernement maldivien a tenu un conseil des ministres sous l'eau pour sensibiliser la communauté internationale au risque réel de submersion des îles



Le blanchiment des coraux

L'océan aussi se réchauffe. A cela, il faut ajouter l'acidification des mers à cause du trop-plein de CO2 absorbé par les océans. Les conséquences sur les coraux sont dramatiques. Dans l'océan Indien, c'est plus de la moitié des récifs coralliens qui sont touchés par le blanchiment. La mort des écosystèmes coralliens entraîne une baisse de l'attractivité touristique, une diminution de la vie sous-marine et donc de poissons à pêcher. En plus, les récifs abîmés ne sont plus en mesure de jouer leur rôle de barrière naturelle contre les fortes vagues ce qui rend encore plus vulnérables les populations côtières.



Les phénomènes naturels extrêmes

C'est prouvé : le changement climatique entraine des phénomènes extrêmes plus violents et plus fréquents. C'est un danger pour les populations et pour les économies fragiles des PEID. Les effets du changement climatique ont déjà coûté 17,2 milliards de dollars sur les 30 dernières années aux économies de l'Indianocéanie !

La biodiversité en danger

Les changements climatiques mettent sous-pression la faune et la flore aussi riches que menacées des îles. L'ensemble des PEID figure parmi les 35 points chauds de la biodiversité mondiale, c'est-à-dire des zones où l'environnement naturel, marqué par un fort taux d'endémisme, est en danger. La perte de biodiversité n'est pas qu'un problème écologique : c'est aussi des ressources qui sont menacées et donc les populations.



COMMENT AGIR?

ATTENUATION

L'atténuation, c'est s'attaquer aux causes des changements climatiques notamment en maîtrisant et réduisant les émissions de gaz à effet de serre.

Efficacité énergétique – des bâtiments et des maisons qui consomment moins d'énergie, qui sont adaptés aux climats et résistants aux aléas naturels

Energies renouvelables – promouvoir et diffuser les énergies renouvelables pour produire de l'électricité

Transports – rouler aux biocarburants, préférer les véhicules qui ne polluent pas, utiliser les transports collectifs

Déchets – valoriser les déchets pour limiter les pollutions et produire du biogaz pour générer de l'électricité

Forêts – stopper la déforestation et au contraire, planter des arbres, créer des ceintures vertes qui constituent des puits carbone





LE SAVIEZ VOUS?

30%

C'est la part de CO_2 absorbé par les océans en moyenne. Grâce à eux, l'atmosphère est respirable. Mais l'augmentation des rejets de gaz à effet de serre et la hausse des températures diminuent leur capacité d'absorption. En plus, les océans sont plus acides ce qui détruit les récifs coralliens et nuit à la biodiversité marine.

(Source : Laboratoire d'océanographie et du climat – CNRS)

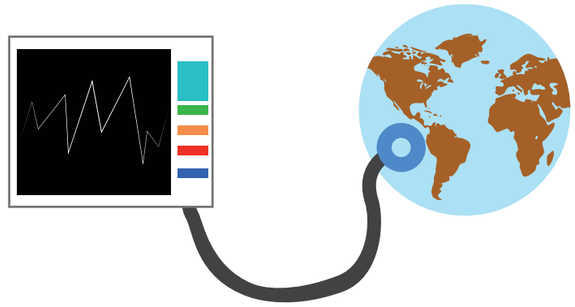
COMMENT AGIR?

ADAPTATION

L'adaptation c'est un ensemble de politiques qui permettent de réduire la vulnérabilité d'un territoire et des populations face aux effets du changement climatique.

CATASTROPHES NATURELLES

Mettre en place des systèmes d'alertes précoces, développer des politiques de prévention et de gestion des catastrophes naturelles



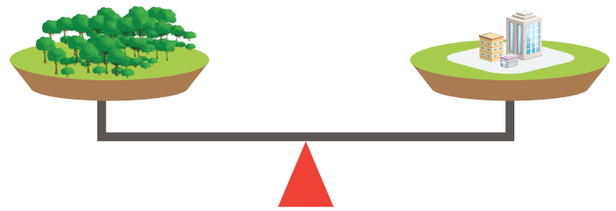


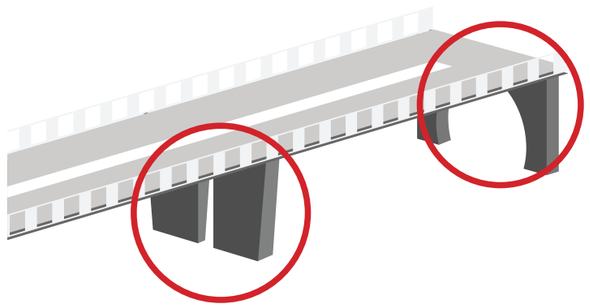
HABITAT

Mieux construire, élaborer des normes de construction en lien avec les conditions climatiques, naturelles et économiques du pays

AMÉNAGEMENT

Il faut savoir bien utiliser l'espace en respectant les écosystèmes qui ont un rôle important dans l'atténuation des aléas climatiques. L'aménagement du territoire est une politique qui est au cœur de l'adaptation aux changements climatiques.





INFRASTRUCTURES

Moderniser et adapter les infrastructures pour éviter qu'elles ne soient détruites par les effets du changement climatique et que les services de base pour les populations soient assurés

C'EST QUOI UNE COP?



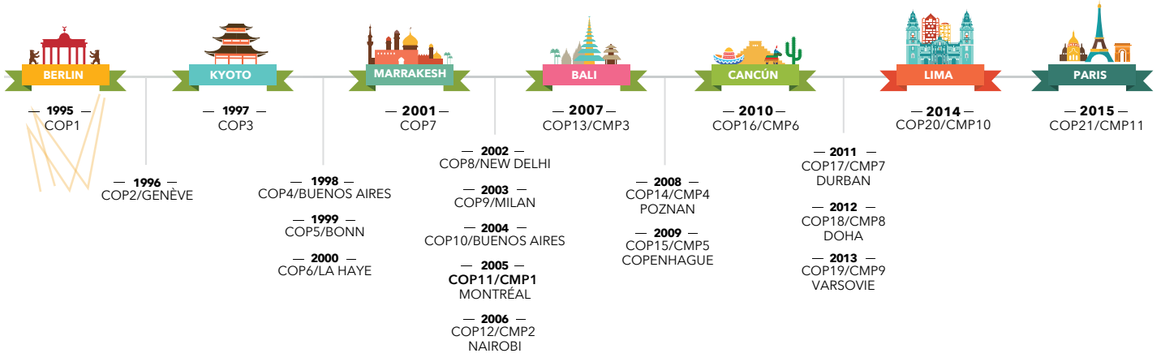
En 1992 lors du Sommet de la Terre à Rio, l'Organisation des Nations unies (ONU) a adopté un cadre d'action de lutte contre le réchauffement climatique : c'est la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Elle réunit 194 pays et l'Union européenne qui en sont donc des « parties ». Les COP (Conference of the Parties en anglais, conférence des parties en français) rassemblent donc les représentants de ces pays et ce, depuis 1995. Les collectivités locales, les ONG, les scientifiques participent aussi aux COP.

Lors des COP, les Etats signataires adoptent des positions communes ainsi que des accords sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les objectifs de réduction peuvent être les mêmes pour tous ou différents selon les capacités des pays ou leur part dans les émissions totales. Bien entendu, pour que tout le monde parvienne à s'entendre sur des sujets aussi complexes qui en plus touchent directement aux politiques économiques, industrielles et écologiques des Etats, il faut bien préparer le terrain. C'est pourquoi, en amont des COP, des sessions de négociations sont organisées.

Dès la COP3, à Kyoto, plusieurs Etats ont signé le Protocole de Kyoto, non sans difficultés. 37 pays développés se sont engagés à réduire de 5% leurs émissions de gaz à effet de serre de 2008 à 2012 par rapport aux niveaux de 1990. Après l'échec de la COP15, à Copenhague en 2009, les parties à la CCNUCC ont adopté à la COP18 de 2012 un amendement au Protocole de Kyoto qui le prolonge jusqu'en 2020 et prévoit une réduction moyenne des émissions de 18% par rapport aux niveaux de 1990.

A Paris, pour la COP21 il s'agira d'arriver à un accord global qui devra être mis en œuvre dès 2020 pour réussir à contenir la hausse des températures en dessous de +2°C d'ici 2100.

TOUTES LES **COP**



Source: COP21

COP21

LA CONFERENCE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

TOUS ENSEMBLE POUR LE CLIMAT
cop21.gouv.fr #COP21

A Paris, ce sont 195 pays qui seront représentés pour parvenir à un accord global pour limiter d'ici à 2100 la hausse des tempréture à un maximum de +2°C. Ce n'est pas une mince affaire car les intérêts sont divergents. A eux seuls, une trentaine de pays du monde est responsable de l'essentiel des émissions de gaz à effet de serre. Pour les autres, dont les PEID, les effets du changement climatique se font déjà sentir.

Avant d'arriver à un accord, les parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques se consultent, négocient, rédigent des brouillons de l'accord. C'est à Bonn, en Allemagne, qu'ont lieu les différentes réunions de négociation pour arriver à une base d'accord contraignant et ambitieux. L'une des questions qui reste à trancher, c'est la limite d'augmentation fixée: +1,5°C ou +2°C? Les autres questions qui devraient y figurer concernent les financements, les transferts de technologies, la diffusion des énergies vertes...

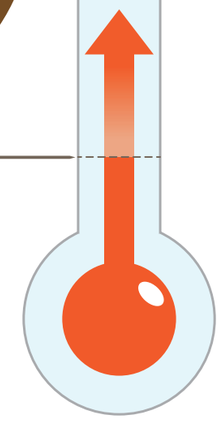
Lors de la COP21, il s'agira pour les pays les plus vulnérables de rappeler qu'ils sont d'abord des victimes des changements climatiques mais des victimes qui sont prêtes à agir. C'est en quelque sorte le message de la Commission de l'océan Indien: pas de place à la fatalité, il faut agir. C'est pourquoi la Commission de l'océan Indien met en oeuvre des programmes et projets qui permettent à ses pays membres de mieux s'adapter aux changements climatiques en les aidant à mettre en oeuvre les engagements pris au niveau international, en soutenant la diffusion des technologies d'énergies renouvelables et des principes d'efficacité énergétique et en mobilisant autour de la préservation des écosystèmes naturels.

En clair, la COP21 est une conférence cruciale où les parties devront réussir le pari de s'entendre dans l'intérêt commun.

COMPRENDRE LA **COP21**

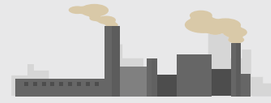


LES TEMPERATURES AUGMENTENT : **+0.12 °C** PAR DECENNIE DEPUIS **1951**



LA SOLUTION

-70% D'EMISSIONS DE GAZ A EFFECT DE SERRE ENTRE **2010** ET **2050**



Pas + de 2°C. A la COP21, l'objectif est de maintenir le réchauffement sous la limite de +2°C par rapport à 1880, début de la révolution industrielle.

Les défis:
-Parvenir à un accord entre les 196 parties
-Mobiliser 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 pour aider les pays en développement, dont les PEID, à lutter contre les effets du réchauffement climatique et à prendre le chemin d'un développement authentiquement durable.

Jeunes des Iles, Unissez vous!



SYAH *UNE ONG POUR LES JEUNES PAR LES JEUNES*

SYAH signifie SIDS AIMS Youth Hub ce qui veut dire Plateforme de la jeunesse des pays insulaires de l'Atlantique, de l'océan Indien et de la mer de Chine méridionale. Cette ONG créée en 2014 réunit des jeunes du Cap Vert, de Guinée-Bissau et de Sao Tome e Principe dans l'Atlantique, ainsi que des Comores, de Maurice, des Seychelles et des Maldives dans l'océan Indien. Elle a pour ambition de sensibiliser la jeunesse des îles aux enjeux du développement durable et de les mobiliser autour d'initiatives adaptées aux pays.
La nécessité de constituer une telle plateforme en vue de la Conférence de Samoa sur les PEID paraissait d'autant plus cruciale que les jeunes du Pacifique et de la Caraïbe se sont fédérés. C'est en 2013 aux Seychelles, lors d'une réunion regroupant des jeunes insulaires de la région AIMS qu'est née l'idée de créer SYAH.
SYAH a contribué activement aux travaux lors la Conférence de Samoa ce qui a permis d'assurer la prise en compte de la voie des jeunes dans les conclusions et recommandations de la conférence

QUE FAIT SYAH ?

Plaidoyer : SYAH fait le lien entre les jeunes et les décideurs qui, lors des grandes réunions internationales, prennent des décisions qui ont des conséquences sur l'avenir des jeunes. Les projets de plaidoyers visent à aider les jeunes à devenirs des promoteurs conscients et actifs du développement durable. Il s'agit aussi de donner aux jeunes l'opportunité d'influencer les prises de décisions et les politiques aux niveaux national, régional et international.

Recherche: SYAH se concentre sur trois domaines de recherche: le développement durable, le développement des capacités des jeunes et l'entrepreneuriat social. Les études conduites par SYAH visent à renforcer les activités de plaidoyer et de développement communautaire. A terme, SYAH ambitionne de soutenir des étudiants dans leurs recherches universitaires en proposant des sujets d'intérêt pour les îles de la région AIMS et en les soutenant à travers leur réseau et les documents répertoriés.

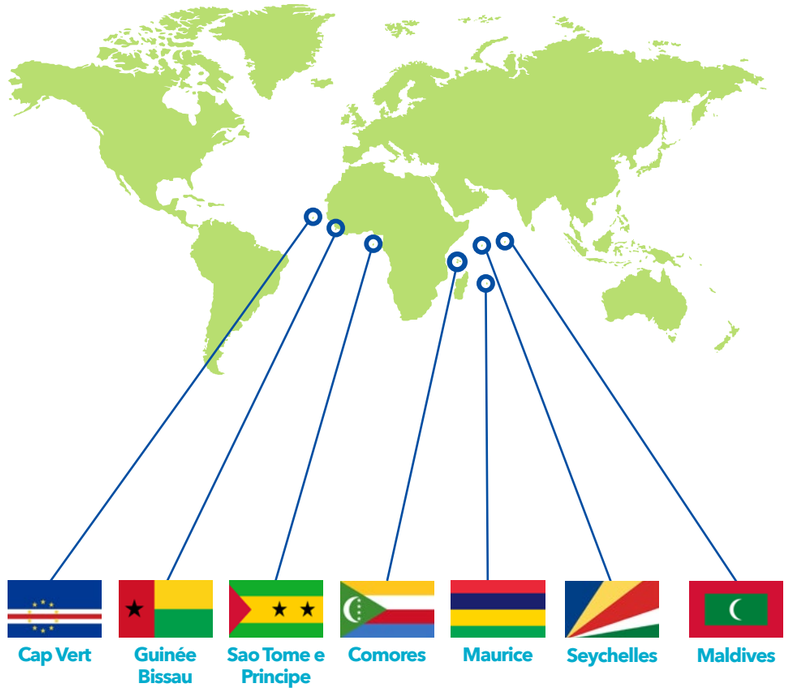
Développement communautaire: Le développement durable se gagne d'abord au niveau local. SYAH intervient en matière de sensibilisation et d'éducation au développement durable notamment dans les écoles. Les programmes sont développés de manière à toucher et impliquer en priorité les jeunes vulnérables.

SYAH EN CHIFFRES

7 pays représentés

117 membres actifs

3000 jeunes sensibilisés



THINK GREEN TO ACT GREEN

PENSE ET AGIS ÉCOLO!



1 L'EAU

Nos réserves d'eau sont sous pression ! Halte au gaspillage! Quelques gestes simples permettent d'économiser l'eau et de réaliser des économies : ferme le robinet quand tu te brosses les dents ou quand tu te savonnes. Mieux vaut prendre une douche (pas trop longue !) plutôt qu'un bain. Evite de laisser l'eau couler quand tu fais la vaisselle (si tu ne la fais pas, dis à la personne qui s'en occupe de fermer le robinet). Aux toilettes aussi il est possible d'utiliser moins d'eau : il suffit de mettre une bouteille remplie de sable dans le réservoir d'eau pour diminuer la quantité d'eau utilisée en tirant la chasse. Enfin, il est aussi possible de récupérer l'eau de pluie pour arroser le jardin et laver la voiture.

2 LA NATURE

Aimerais-tu que des gens jettent des détritus dans ta cour ? Non ? C'est la même chose partout ailleurs : il ne faut pas jeter des déchets n'importe où. Les poubelles sont faites pour ça. Tu peux aussi trier une partie de tes déchets : utilise les pelures de fruits et légumes pour faire du compost, c'est un excellent engrais pour le jardin! Tu peux aussi mettre de côté les déchets plastiques et les déposer à un point de collecte. Le mieux reste quand même d'éviter d'acheter des produits avec trop d'emballages et des sacs en plastique.

3 SE DÉPLACER

Autant que possible, tu peux te déplacer à pieds ou à vélo. Tu fais de l'exercice et tu ne pollues pas ! Si la distance est trop longue, utilise les transports en commun ou propose à celui qui conduit de pratiquer le covoiturage.



4 MANGER

Produire un kilo de viande demande entre 3900 litres d'eau pour le poulet et 15 500 litres d'eau pour le bœuf! En plus, l'élevage intensif peut être responsable de pollutions des sols, de l'air, de l'eau. Que faire? D'abord, essaies de diminuer ta consommation de viande. Ensuite, privilégie les fruits et légumes de saison. Enfin, consomme des produits locaux car derrière les produits importés il y a aussi la pollution liée à son transport.

5 L'ÉLECTRICITÉ

A la maison, l'électricité est une dépense importante. Et pour la produire dans nos îles, on utilise souvent des sources d'énergie polluantes et non-renouvelables comme l'huile lourde ou le charbon. Pour restreindre ta consommation d'électricité, voici quelques conseils: allume la lumière que si c'est nécessaire et éteins la quand tu sors d'une pièce ; mieux vaut utiliser un ordinateur portable qui consomme entre 50% et 80% moins d'énergie qu'un PC ; remplace les ampoules incandescentes et les lampes halogènes par des ampoules basse consommation et des lampes LED ; ne laisse pas les appareils électriques en veille, débranche-les ou utilise une multiprise à interrupteurs. Dernier conseil utile dans les pays chauds : mieux vaut ouvrir les fenêtres et laisser l'air circuler plutôt que d'utiliser la climatisation. Si tu en utilises une, règle la température à 26°C, une température agréable qui consomme peu d'énergie. Tous ces gestes simples limitent la pollution et permettent de réaliser des économies en même temps !

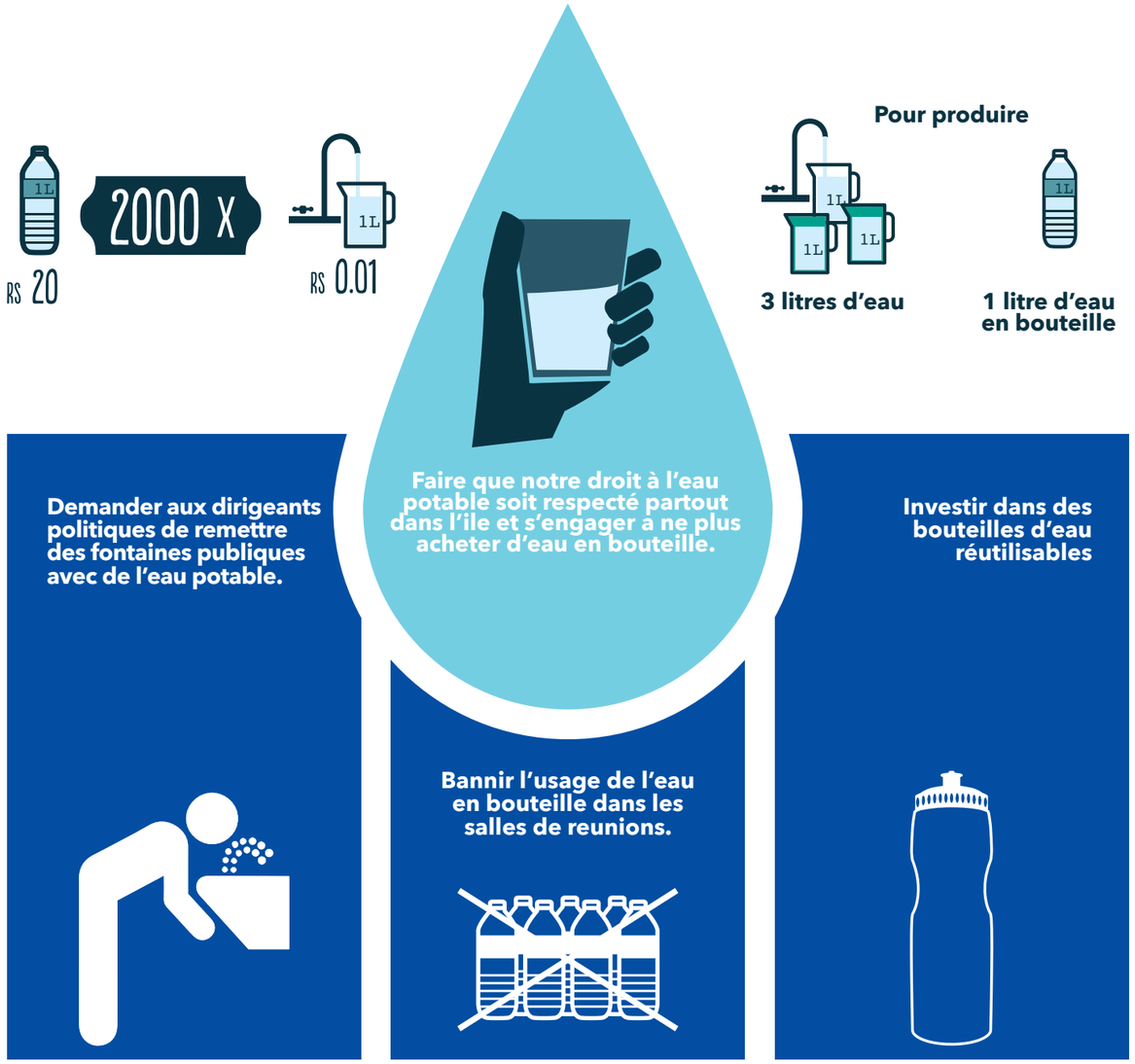
TAP WATER REVOLUTION

A Maurice, SYAH invite la population et les jeunes en premier lieu à prendre part à une révolution du quotidien: boire de l'eau du robinet! A première vue, c'est pas grand chose. Mais les effets d'un tel geste sont réels comme le montrent les dessins ci-dessous: c'est moins cher, il n'y a aucun danger pour la santé et surtout c'est écologique!

Cette initiative simple, reprise à la maison, à l'école et au bureau, peut permettre de réduire considérablement la quantité de bouteilles en plastique qui sont jetées et si peu recyclées.

Alors, prêt à relever ce défi?

Avertissement: cette campagne de SYAH est spécifiquement dédiée à Maurice compte tenu des normes de traitement et de suivi de la qualité de l'eau potable distribuée par la Central Water Authority.



MICRO SYAH



REGIONAL
Meghna Raghoobar (25) and Karuna Rana (27)

Nous croyons fermement que les jeunes sont en mesure de développer et mettre en œuvre des projets utiles à nos îles, en se basant sur nos expériences. SYAH est aussi une plateforme qui offre l'opportunité aux jeunes de faire entendre leur voix notamment auprès des décideurs car ils doivent pouvoir, dès aujourd'hui, être les acteurs de leur avenir.
Au niveau régional, SYAH s'intéresse à des enjeux et des défis partagés par les îles et essaie d'y apporter des réponses adaptées aux contextes. Par exemple, SYAH a décidé de s'attaquer au plastique: aux Seychelles, la branche locale de SYAH plaide auprès des autorités pour bannir les sacs en plastique alors que SYAH-Maurice invite la population à boire de l'eau du robinet afin de diminuer la consommation de bouteilles en plastique très peu recyclées.



MALDIVES
Aishath Reesha SHAREEF (22)

Je crois qu'il est très important de maintenir des liens étroits entre nos îles parce que c'est ensemble que nous sommes capables d'être entendus. Bien que les Maldives soient considérées comme les premières victimes du changement climatique, j'ai remarqué que les Maldiviens ne sont pas toujours si conscients de l'enjeu crucial de survie qui nous guette. Il faut continuer à dialoguer, à sensibiliser et plus encore, il faut qu'on motive les gens à agir maintenant. Pas seulement aux Maldives, mais dans toutes les îles.



MAURITIUS
Soundara Vellan SORNUM (24)

En tant que membre de SYAH, je ne cesse de dire partout autour de moi que le développement durable et le changement climatique c'est l'affaire de tous. Nous, les insulaires, nous devons montrer au monde que le changement climatique nous affecte déjà, très concrètement et que c'est cela qui attend tous les pays. C'est déjà au niveau personnel qu'il faut agir en adoptant des comportements éco-responsables.



SAO TOME E PRINCIPE
Dynka AMORIM DOS SANTOS (31)

Loin géographiquement mais si près en ce qui concerne nos problèmes. SYAH comprend bien cela et c'est pourquoi elle fédère des jeunes de nos îles en faveur du développement durable, notamment autour de projets de développement. A Sao Tome e Principe, nous avons besoin de projets concrets et stratégiques dans différents domaines du développement durable, notamment dans le tourisme responsable, la préservation des milieux naturels et la gestion des ressources. La première chose à faire est d'investir dans l'éducation à l'environnement afin que les jeunes adoptent une conscience écologique et des comportements responsables vis-à-vis du changement climatique.



RODRIGUES ISLAND (MAURICE)
Marie Stephania PERRINE (28)

C'est motivant de savoir que notre mission et nos actions au sein de SYAH peuvent contribuer au mieux-être dans nos pays et même au-delà. Depuis que je suis membre de l'association, je fais attention à ce que mes actions du quotidien n'aient pas un mauvais impact sur l'environnement. C'est une chance pour nous, les jeunes, d'être des acteurs du développement durable parce que c'est de notre avenir qu'il s'agit. Alors, saisissons cette chance !



COMOROS
Ben Anthoy MOUSSA (30)

Engagé de longue date dans la lutte contre le changement climatique et dans la promotion du développement durable, j'ai tout naturellement rejoint SYAH. Au sein de SYAH, notre voix est celle de tous les jeunes insulaires de la région AIMS si bien que nous avons plus de chance d'être entendus lorsque nous plaidons en faveur du développement durable auprès des Institutions nationales, régionales ou internationales.
La lutte contre le changement climatique pour un pays comme les Comores est une nécessité de premier ordre parce qu'elle concerne le développement et la lutte contre la pauvreté. L'enseignement doit mieux intégrer les thématiques du changement climatique et du développement durable. Parallèlement, il serait judicieux de lancer des programmes de formations des formateurs et une série de campagnes de sensibilisation de tous les acteurs du développement aux véritables enjeux du changement climatique et du développement durable.



CAPE VERDE
Antonio PALAZUELOS PRIETO (34)

Mon engagement au sein de SYAH est important car je sens combien il est important que les îles d'Afrique coopèrent. Nous avons les mêmes défis ! Au Cap Vert, nous sommes engagés dans des campagnes de sensibilisation au développement durable et au changement climatique principalement destinées aux jeunes. Nous voulons que les jeunes Cap-Verdiens fassent entendre leur voix en vue de la COP21.



SEYCHELLES
Shantana Mitchie BARBE (19)

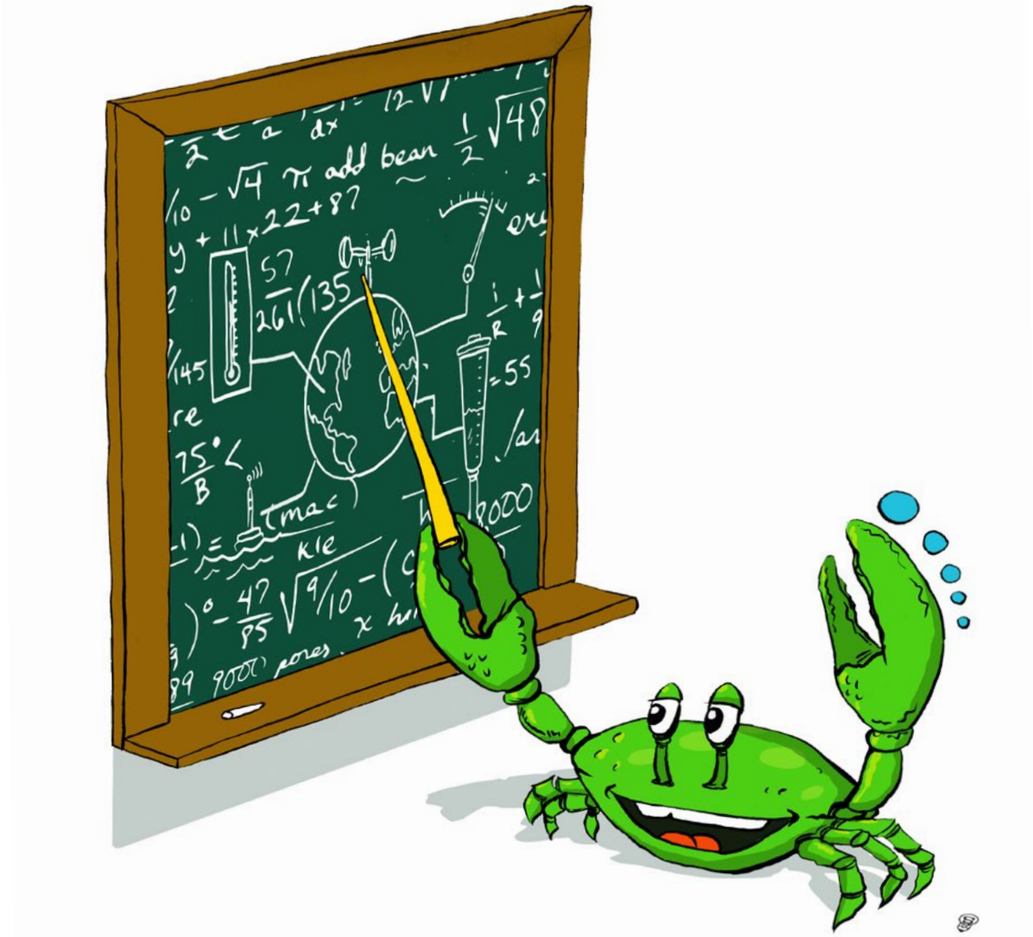
Mon engagement au sein de SYAH a aidé à faire avancer la sensibilisation sur la vie sous-marine auprès des jeunes et à leur faire comprendre qu'ils peuvent agir concrètement pour la préservation de l'environnement marin. Notre principal défi aux Seychelles consiste à faire comprendre à la population que le changement climatique n'est pas un mythe mais bien une réalité qui nous affecte déjà.



Guinée Bissau
Filomena Djassi

Grâce à SYAH, nous pouvons bénéficier de l'expérience des autres jeunes insulaires d'Afrique et d'ailleurs. C'est une source d'inspiration pour nos actions. La Guinée Bissau, qui a une large partie formée de très nombreuses îles, est particulièrement touchée par le changement climatique. Il est difficile d'y promouvoir le développement durable à cause du manque de techniciens, de politiques publiques et surtout de stabilité politique ! C'est la priorité, avec l'éducation car c'est par les jeunes que les changements nécessaires arriveront.

Pour en savoir plus



LA COI ET SON ENGAGEMENT

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

La Commission de l'océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale créée en 1982 à Port-Louis, Maurice, et institutionnalisée en 1984 par l'Accord de Victoria, Seychelles. Elle réunit cinq pays de la région océan Indien : Union des Comores, France/ Réunion, Madagascar, Maurice, Seychelles.

Sa mission principale est de resserrer les liens d'amitié et de solidarité entre les populations de l'Indianocéanie. Pour ce faire, la COI met en œuvre des projets régionaux de développement durable, destinés à les protéger, améliorer leurs conditions de vie et préserver les ressources naturelles dont elles dépendent fortement.

Seule organisation régionale africaine composée exclusivement d'îles, la COI défend les intérêts insulaires sur la scène régionale et internationale et assume un rôle d'accompagnement, voire d'impulsion, dans les domaines où la concertation et l'action collective apportent une valeur ajoutée.

En l'espace de trois décennies, la COI s'est affirmée comme un acteur incontournable de la vie régionale dans un large éventail de secteurs. Elle a notamment développé une expertise reconnue en matière de gestion des milieux marins et côtiers. La COI mobilise ses pays membres, la communauté des bailleurs - notamment l'Union européenne son premier partenaire, les institutions techniques et les opérateurs privés autour d'enjeux cruciaux pour le développement comme la connectivité régionale, la sécurité alimentaire, la recherche ou encore les énergies renouvelables.

"LA SEULE ORGANISATION REGIONALE INSULAIRE D'AFRIQUE"



LE SIEGE DE LA COI
Blue Tower
Ebène
Maurice

5 Etats membres

Union des Comores, France / Réunion, Madagascar, Maurice , Seychelles



26m

D'HABITANTS

595 000

KM² DE TERRES EMERGEES

5,5m

de km² de zones economiques exclusives

254m

d'euros de financement depuis sa creation.

125m

d'euros pour des programmes pluriannuels pour 2008-2017

+ 25m

d'euros engages en 2014-2015

48

projets de coopération et de développement depuis sa creation, dont 13 en cours d'execution en 2014

109

PERSONNES EN 2014
(CONTRE 40 PERSONNES EN 2007)
AVEC **56 %** DE FEMMES
ET **44%** D'HOMMES

Plusieurs réseaux et plateformes créés
(santé ; femmes en politique ; femmes entrepreneurs ; lutte contre la violence faite aux femmes ; femmes, développement durable et sécurité alimentaire ; jeunes entrepreneurs ; jeunes des PEID, récifs coralliens ; recherche ; sécurité ; justice...)

Des partenariats élargis et diversifiés à une douzaine d'organisations internationales (Union européenne, Agence française de développement, Banque africaine de développement, Banque mondiale, Organisation internationale des migrations, Système des Nations unies...), ainsi qu'à des pays partenaires tels que la Chine et l'Australie.

PROJET **ISLANDS**

Le projet COI-ISLANDS est financé par l'Union européenne afin de favoriser le développement durable dans l'Indianocéanie. Ces actions soutiennent les Comores, la France/Réunion, Madagascar, Maurice, les Seychelles et Zanzibar dans leurs efforts à :

-Protéger leurs populations et leur économie contre les risques de catastrophe et le changement climatique
-Renforcer les capacités à accéder au financement des actions de développement durable
-Faciliter la collaboration entre les différents acteurs du développement nationaux et régionaux
-Disposer des capacités et structures nécessaires pour intégrer les différents éléments du développement durable dans leur planification
-Eduquer leur population pour qu'ils deviennent aussi des acteurs du développement
-Améliorer la gestion durable des écosystèmes récifaux
-Mettre en valeur le rôle ainsi que les besoins de la région sur la scène internationale

Etant donné l'impact du changement climatique sur les conditions de vie dans les îles de l'océan Indien, le projet COI-ISLANDS accorde une importance particulière sur ce sujet.

Grâce au Western Indian Ocean Coastal Challenge et au Climate Resilient Islands Programme, le projet crée des synergies entre les gouvernements et les partenaires du développement pour optimiser l'utilisation des ressources humaines, intellectuelles et financières limitées dans la lutte contre le changement climatique. L'indianocéanie a entre

ISLANDS
Nos îles. Nos vies. Notre devenir.
Our lands. Our life. Our future.

Financé par
l'Union européenne

autres pu bénéficier de l'expérience des régions du Pacifique et des Caraïbes.

Cette lutte nécessite d'énormes ressources financières. Le projet COI-ISLANDS aide aussi la région à avoir les capacités nécessaires à accéder au financement sur le climat. La Commission de l'océan Indien est ainsi en passe de pouvoir accéder et gérer les financements du Fonds Vert pour le climat.

Finalement, le projet COI-ISLANDS a jugé utile d'éduquer la population pour la responsabiliser dans cette lutte. Pour sensibiliser les jeunes le projet a lancé différents concours sur des thèmes relatifs au développement durable. Pour les adultes, un programme a été mené pour augmenter les revenus des foyers grâce au recyclage. Le programme Eco-Ecoles océan Indien a aussi été mis en place pour accompagner les enfants des îles à entreprendre des actions collectives pour protéger leur environnement

LES LIENS **UVEDS**

La COI, au travers de son projet ISLANDS, est membre de la plateforme « Université Virtuelle Environnement et Développement durable » (UVED) qui valorise, produit et donne accès à des ressources pédagogiques numériques validées scientifiquement.
L'UVED met donc à la disposition des jeunes et des enseignants des cours en ligne et des contenus pédagogiques qui touchent à tous les domaines de l'environnement et du développement durable, notamment sur les changements climatiques.

Pour en savoir plus : **www.uved.fr**

MESSAGE DE **LA COI À SAMOA**

3e Conférence mondiale des Nations unies sur les Petits Etats insulaires en développement Apia, Samoa, septembre 2014

MESSAGE DE JEAN CLAUDE DE L'ESTRAC, AU NOM DES PETITS ETATS INSULAIRES EN DEVELOPPEMENT DE LA COMMISSION DE L'OCEAN INDIEN

Excellences, Messieurs les chefs d'Etats et de Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire Général du Système des Nations Unies,
Honorable assemblé des délégués,
Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur pour la Commission de l'océan Indien (COI) de s'exprimer à cette IIIème Conférence internationale des Nations unies sur les Petit Etats Insulaires en Développement – les PEID.

La Conférence qui nous réunit poursuit l'engagement de la communauté internationale en faveur des PEID depuis le premier Sommet du type qui a vu l'adoption du «Plan de la Barbade» en 1994.

Depuis, tous les Sommets des Nations Unies sur le développement – à Johannesburg en 2002, Maurice en 2005 et Rio en 2012- ont rappelé que les PEID constituent un cas particulier pour le développement durable.

En effet, les PEID sont particulièrement vulnérables aux chocs mondiaux sur lesquels ils n'ont aucune prise. La mondialisation des échanges marginalisent les PEID caractérisés par l'étroitesse de leur marché, la faiblesse de leurs populations, la difficulté à réaliser des économies d'échelles et à gagner en compétitivité. Les effets du changement climatique relèvent, dans nos pays, du vécu, notamment en ce qu'il s'agit de l'exposition aux risques de catastrophes naturelles.

Selon le rapport 2013 de la Stratégie internationale de prévention de catastrophes naturelles des Nations Unies (UNISDR), les PEID sont sept fois plus exposés et vulnérables aux risques de catastrophes naturelles que n'importe quel autre pays. Cette fragilité intrinsèque est d'autant plus importante que les effets du changement climatique, dont les phénomènes climatiques intenses, causent des pertes économiques considérables qui conduisent à un recul des produits intérieurs bruts et de la croissance. Sur les 30 dernières années, dans les 5 Etats membres de la COI les dégâts causés directement par des catastrophes naturelles représentent près de 2,8 milliards de dollars

Le parcours de développement des PEID est pavé de défis persistants et croissants liés aux crises climatiques, énergétiques, économiques, écologiques et alimentaires autant qu'à la fracture numérique et à l'accès aux nouvelles technologies.

Dans ce contexte défavorable aux petites économies insulaires en développement est en outre aggravé par la diminution des enveloppes d'aide au développement, la concurrence intenable des grandes économies, l'érosion des préférences tarifaires ainsi que la compétition directe entre les PEID et les grands pays pour l'accès aux fonds d'aide au développement.

De fait, c'est la capacité des PEID à créer les conditions d'un développement authentiquement durable qui est menacée, quel que soit le niveau de développement.

C'est pourquoi la COI entend faire de la Conférence de Samoa un tournant décisif pour l'avenir des PEID. Pour ce faire, la COI propose que les PEID soient reconnus comme une catégorie spécifique de pays méritant un traitement spécial et donc un statut spécial au sein du Système des Nations unies. Outre la nécessité d'identifier les bénéficiaires d'un tel traitement –ce qui demande de définir précisément les PEID - il importe de déterminer des mesures spéciales d'appui. C'est la seule façon de lutter efficacement contre la marginalisation graduelle des PEID sur la scène internationale d'autant qu'un traitement spécial représente un coût négligeable pour la communauté mondiale mais constitue un appui autrement plus important, précieux, et nécessaire pour l'économie et l'environnement de ces pays.

Le statut spécial et différencié en faveur duquel plaide la COI doit reposer sur quatre mesures phares:

i. Définir une liste crédible des PEID reconnue par les Nations unies. Nous proposons d'adopter la liste de 29 pays insulaires définie par la Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement(CNUCED) avec la collaboration de la COI. Nous invitons la communauté internationale, sous l'égide des Nations unies, à évaluer la pertinence de cette liste et à l'adopter afin qu'elle serve de base à la mise en place de mesures spécifiques d'appui aux PEID.

ii. Adopter un plaidoyer er coordonné et focalisé en faveur des PEID au sein de tous les forums internationaux. La première étape de définition et de reconnaissance est un préalable nécessaire à la juste prise en compte des intérêts spécifiques des PEID dans les forums internationaux. Outre la petitesse des économies et des populations, c'est aussi l'insularité qui doit être comprise comme un critère supplémentaire de vulnérabilité. C'est vers **une diplomatie et un plaidoyer des PEID mettant l'accent sur les fragilités combinées de la petitesse et de l'insularité** que nous devons tendre pour défendre efficacement nos positions communes dans un contexte multilatéral chargé (agenda de développement des Nations Unies après 2015, agenda post-accord de Kyoto pour la réduction des risques de catastrophes, etc.).

iii. Créer les conditions pour bénéficier des opportunités de financement multilatérales. Ce plaidoyer systématique et l'instauration d'un traitement spécifique doivent **faciliter l'accès aux nouvelles sources de financement multilatéral**, notamment le Fonds d'Adaptation et le nouveau Fonds vert pour le climat. Il reste que les mécanismes d'accréditation pour l'obtention du statut d'Entité régionale de mise en œuvre du Fonds d'adaptation marginalisent les organisations régionales telles que la COI. Pourtant, nos organisations insulaires sont les plus à même de répondre aux enjeux posés par le changement climatique dans les PEID. Nous demandons donc que nos organisations régionales soient soutenues pour qu'elles puissent mettre en œuvre des programmes disposant des financements alloués sous le Fonds d'adaptation. Il s'agit d'équité autant que d'efficacité. Nos pays n'ont pas les moyens financiers et humains de relever seuls les défis du développement durable. En outre, il s'agit également de faciliter l'accès à des fonds diversifiés, dont le Fonds pour l'environnement mondial, ceux de la Banque mondiale par l'octroi de "l'exception PEID", ceux issus de la Facilité de crédit Rapide du FMI. Il est aussi envisageable de développer de nouveaux instruments financiers notamment un fonds de placement pour un programme d'aide au commerce spécifiquement dédié aux PEID.

iv. Enfin, La COI propose que les conclusions de la Conférence recommandent **l'identification d'un nombre raisonnable de mesures d'appui dédiées aux PEID** et visant prioritairement les domaines du commerce international et de la finance, des technologies et de l'énergie, du changement climatique et de la gouvernance des océans, notamment des pêches. Il s'agit d'améliorer, grâce à des mesures concrètes et des résultats vérifiables, la résilience des PEID dans un contexte de crises multiples –économique, climatique, écologique, alimentaire, énergétique.

Vous l'aurez compris, la COI, en tant que porte-voix de ses pays membres ainsi que des autres Etats insulaires d'Afrique et de l'océan Indien entend être une force de propositions pour faire avancer la cause insulaire sur la scène mondiale.

C'est dans ce contexte que la COI entend renforcer son rôle de coordination au sein du groupe Atlantique-Méditerranée-océan Indien—mer de Chine méridionale.

C'est pourquoi, aussi, elle s'implique activement dans le **«Défi côtier de l'océan Indien occidental»** (WIOCC). Cette initiative de mobilisation politique, lancée par le gouvernement des Seychelles, vise à améliorer la résilience des îles de l'océan Indien et des pays côtiers d'Afrique orientale par la mise en œuvre de stratégies concrètes de conservation de notre biodiversité, d'amélioration des moyens de subsistances et d'adaptation au changement climatique. Cette démarche est complémentaire des actions de notre organisation régionale.

L'avenir de nos pays dépendra sans aucun doute de la place qu'occuperont les PEID dans l'agenda mondial post-2015 et plus encore de l'engagement de la communauté internationale aux côtés de nos peuples en faveur d'un avenir serein, sécurisé et authentiquement durable.

C'est pourquoi nous demandons solennellement que les PEID qui figureront sur la liste que nous proposons d'établir soient reconnus comme une entité spécifique au sein du Système des Nations unies. C'est au cœur de cette instance mondiale que notre voix doit être entendue et prise en compte. Au-delà de la seule constitution d'un groupement des PEID à l'ONU, **nous plaidons pour la mise en place d'un Programme des Nations unies spécifiquement dédié aux PEID**. Un tel programme devrait garantir une coordination efficace des actions entreprises par les agences et programmes onusiens en faveur des PEID.

La COI remercie les organisateurs de la Conférence des Nations unies sur les PEID pour lui avoir permis de porter ce message et de faire ces propositions pour l'avenir de nos pays. Nous remercions également le gouvernement des Samoa pour l'organisation de ce Sommet et l'accueil qui a été réservé à l'ensemble des délégations présentes.

Bibliographie

1. Ardill Nelly; Jeeroburkhan Faizal; Rajoanarison Pierre; Khemraz Ashveen. "La zone côtière: un défi pour les jeunes, Guide Pédagogique ». Commission de l'océan Indien, ProGeCo, 83p.

2. Dr. John Laing Roberts and the General Secretariat of the Indian Ocean Commission, "The Divided Region - Progressing Rio+20 outcomes in the AIMS region". Commission de l'océan Indien, 2014, 122p.

3. Guides Pédagogiques sur le Développement Durable. Commission de l'océan Indien, 122p.

4. Luc Malâtre avec l'aide de la COI. « Mécanismes de Transfert des Risques Financiers dans les Iles de l'océan Indien Occidental ». Commission de l'océan Indien, 32p.

5. United Nations Conference on Trade and Development and the Indian Ocean Commission. "Addressing the vulnerabitilies of Small Island Developing States more effectively". Septembre 2014, 70p.

Références

1. 5ème rapport du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat (GIEC) [en ligne]. Disponible sur : https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/wg1/WG1AR5_SummaryVolume_FINAL_FRENCH.pdf

2. Adaptation et atténuation : deux approches complémentaires, ministère français de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie [en ligne]. 20/06/2013. Disponible sur : http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-principes-de-l-adaptation,14478.html

3. Atelier sur la gestion des déchets dans les pays de la COI : vers un découplage entre la croissance économique et la production des déchets, Environnement durable et changement climatique, Commission de l'océan Indien [en ligne]. Disponible sur : http://commissionoceanindien.org/axes-strategiques/environnement-durable-et-changement-climatique/gestion-des-dechets-dans-les-pays-de-la-coi-vers-un-decouplage-entre-la-croissance-economique-et-la-production-des-dechets-3-dec-14-maurice/

4. Changement Climatique[en ligne]. Disponible sur : http://www.changement-climatique.fr/

5. Changement climatique : les petits Etats insulaires rallument le signal de détresse, Le Point [en ligne]. 10/06/2014. Disponible sur : http://www.lepoint.fr/environnement/changement-climatique-les-petits-etats-insulaires-en-danger-de-mort-10-06-2014-1834194_1927.php

6. Comprendre le 5ème rapport du GIEC [en ligne]. Disponible sur : http://leclimatchange.fr/

7. Comment réduire les émissions de gaz à effet de serre, Green Facts [en ligne]. Disponible sur http://www.greenfacts.org/fr/changement-climatique-re3/l-3/rechauffement-planete-6.htm

8. Conséquences du réchauffement climatique, Vedura [en ligne]. Disponible sur : http://www.vedura.fr/environnement/climat/consequences-rechauffement-climatique

9. Conférence Climat – Energie, Conclusion de la première Conférence internationale Climat- Energie. Associations des Régions de France – Tous ensemble pour le climat [en ligne], 30 juin 2014. Disponible sur : http://www.arf.asso.fr/2014/06/la-reunion-conclusion-de-la-premiere-conference-internationale-climat-energie.html

10. COP21, Sustainable Innovation Forum 2015 [en ligne]. Climate Action, UNEP. Disponible sur : http://www.cop21paris.org/a-propos/cop21

11. Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, UN French events [en ligne]. Disponible sur: http://www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm

12. Delphine Bossy. Quels sont les gaz à effet de serre ? Futura – Environnement [en ligne]. 02/03/2014. Disponible sur : http://www.futura-sciences.com/magazines/environnement/infos/qr/d/rechauffement-climatique-sont-gaz-effet-serre-52/

13. Duel écologique : Eau en bouteille vs Eau du robinet, ConsoGlobe [en ligne]. 24/06/2008. Disponible sur: http://www.consoglobe.com/eau-bouteille-vs-eau-robinet-2503-cg

14. Favoriser le développement durable, ISLANDS, COI [en ligne]. Disponible sur : http://commissionoceanindien.org/activites/islands/le-programme/historique/

15. La COI et SYAH sensibilisent les jeunes au développement durable et au changement climatique ; Indianocéanie, un avenir à bâtir ensemble, COI [en ligne]. Disponible sur : http://commissionoceanindien.org/activites/sids-aims-youth-hub/la-coi-et-syah-sensibilisent-les-jeunes-au-developpement-durable-et-au-changement-climatique-7-aout-15-maurice/

16. La COI fait entendre la voix des PIED dans l'océan Indien. COI [en ligne]. Disponible sur : http://commissionoceanindien.org/activites/petits-etats-insulaires-en-developpement-peid/la-coi-fait-entendre-la-voix-des-peid-de-locean-indien-4-sept-14-samoa/

17. La COI et l'Union européenne (UE) pour une position commune lors des négociations à la Conférence Paris Climat 2015 (COP21), COI [en ligne]. Disponible sur : http://commissionoceanindien.org/activites/islands/a-la-une/la-coi-et-lue-pour-une-position-commune-lors-des-negociations-a-la-conference-paris-climat-2015-cop21-14-16-avril-2015/

18. L'effet de serre, Green Facts [en ligne]. Disponible sur : http://www.greenfacts.org/climate-change/effet-serre/effet-serre.htm

19. Les conférences internationales sur le climat, Vie Publique [en ligne]. 30/06/2015. Disponible sur : http://www.vie-publique.fr/actualite/faq-citoyens/conferences-internationales-climat-cop/

20. Les PEID de la COI plaident pour un traitement différencié et spécifique, COI [en ligne]. Disponible sur : http://commissionoceanindien.org/activites/petits-etats-insulaires-en-developpement-peid/les-peid-de-la-coi-plaident-pour-un-traitement-differencie-et-specifique-29-aout-14-apia-samoa/

21. Petits Etats Insulaires en Développement. UNESCO [en ligne]. Disponible sur : http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/priority-areas/sids/

22. Qu'est-ce que l'AMCC / AMCC+, Alliance Mondiale contre le Changement Climatique [en ligne]. Disponible sur : http://www.gcca.eu/fr/a-propos-de-lamcc/quest-ce-que-lamccamcc

23. The birth of SYAH, SIDS Youth AIMS Hub [en ligne]. Disponible sur: http://www.syah.org/how-it-started.html [en anglais]

LIENS VIDEO

1. ADEME. Tout comprendre sur le changement climatique. 2015, 4 :06 mins. Disponible sur : http://www.dailymotion.com/video/x2ve3ae_tout-comprendre-sur-le-changement-climatique_tech

2. Caroline Le Peltier. PACTE : Penser, Agir, Construite pour la Transition Ecologique. 2015, 3 :51 mins. Disponible sur : https://www.youtube.com/watch?v=F0cfaZOQo-I

3. DATA GUEULE #48, Le changement climatique, c'est maintenant, 3min47, mis en ligne le 19 octobre 2015, https://www.youtube.com/watch?v=OQBcrKqyHJI&feature=youtu.be

4. Fondation Nicolas Hulot, Breack the Internet – Nicolas Hulot, 5min43, mis en ligne le 7 octobre 2015, https://www.youtube.com/watch?v=lZlrEQ3nKo4&feature=share



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Commission de l'océan Indien
Secrétariat général
3e étage, Blue Tower,
Rue de l'Institut,
Ebène, Maurice

secretariat@coi-ioc.org
(+230) 402 61 00
www.coi-ioc.org